

Ces pêcheurs qui prennent leur carte hors de Corse

De nombreux pêcheurs d'eau douce insulaires font le choix d'acheter leur carte de pêche auprès d'une autre fédération que celle de l'île. Une position portée par un collectif composé de 1 500 pêcheurs. Décryptage

Ils entendent protester, de manière active, contre la politique de la Fédération de pêche de l'île. Pour cela, leur solution est toute trouvée : prendre sa carte de pêche au sein d'une autre fédération sur le territoire national.

Concrètement, le permis de pêche en eau douce n'est pas un enjeu mais une carte que l'on paye à chaque début de saison. D'une valeur de 70 €, elle permet de pêcher à l'échelle d'un département. Or, sur la totalité de la somme, 50 % vont directement dans les caisses de la fédération locale. Et le « Collectif des pêcheurs d'eau douce », qui réunit plus de 1 500 personnes sur un groupe Facebook, entend priver la fédération de Corse de cette somme. Ce qui provoque l'ire d'autres pêcheurs insulaires, allant parfois même jusqu'à l'insulte, de part et d'autre, sur les réseaux sociaux. « Nous n'avons pas à nous justifier sur notre volonté d'acheter le permis ailleurs, explique Maurice Luciani, un des membres du collectif. C'est plutôt à eux qui sont aux responsabilités de se demander pourquoi des pêcheurs passionnés préfèrent payer une carte interfédérale 30 € plus, chère, puisque celle-ci est

vendue à 100 €. Soit ils font un super boulot et c'est inacceptable, soit ce n'est pas le cas et ils ne doivent pas être étonnés. On nous reproche de vouloir prendre les rênes de la fédération mais en prenant le permis ailleurs, on n'a même plus le droit de voter ici. »

Et la liste des reproches du collectif à la fédération de Corse est longue. Même si certains points semblent tout de même sortir du lot. Le premier, selon ses membres, serait l'absence de prise en compte de leurs revendications. « Dès que l'on dit quelque chose, on nous insulte, poursuit Maurice Luciani. Nous avons voulu faire plusieurs propositions, notamment sur la gestion des truites dans l'île. À chaque fois, on nous envole sur les roues. Leur gestion se résume à ne rien faire et ne toucher à rien. Cela ne peut pas être ça. Le milieu et les poissons peuvent avoir besoin de l'intervention de l'homme, notamment après des crues ou des actions de bocconage. Ils veulent laisser le milieu se refaire avec des truites hybrides. Nous avons un partenariat, la macrostigne, nous condamnons le mettre en avant et cela doit être lui qui doit peupler nos rivières. » Pour autant, les membres du collectif semblent



La pêche à la truite a ouvert le week-end dernier.

DOC CM

Un président de fédération excédé

vouloir tout de même arranger les choses et les relations avec les responsables de la fédération. « Nous sommes prêts à nous mettre autour de la table et discuter de nos projets respectifs, renchérit Maurice Luciani. Mais, évidemment, de l'autre côté, on se moque de notre avis. »

Du côté de la fédération, on peine à comprendre la position de ce collectif. « Je suis excédé par de tels comportements, explique Nansu Battestini, le président. On se truite dans la boue depuis

trois ans avec des inscriptions sur les murs et des insultes sur les réseaux sociaux. Cela dépasse les limites. »

Pour lui, l'origine du problème viendrait d'une dissidence au sujet de l'ouverture en deuxième catégorie de certains plans d'eau, auparavant classés en première

catégorie. « Nous avons fait toutes les démarches, qui n'ont pas abouti, précise le président. C'est très compliqué car certains de ces plans d'eau sont destinés à l'alimentation en eau potable. Comme Padula, par exemple, qui alimente Saint-Florent et a une certaine nombre de restrictions. La boisson et l'alimentation des bêtes tube sont interdites. C'est un sujet de polémique et plusieurs personnes expliquent que la fédération ne fait rien. »

Pas ailleurs, une autre raison viendrait entacher les relations entre les deux parties. « Ce sont des intérêts commerciaux, lance Nansu Battestini. Certains pêcheurs veulent faire de la Corse une destination de pêche mais ce n'est pas possible. C'est trop facile de nous reprocher acheteur de choses mais il faut savoir que nous nous appuyons sur de nombreux spécialistes quand on prend des décisions, rien n'est fait à la légère. » Quant au manque à gagner dû au « départ » de certains pêcheurs, le président est clair. « C'est une goutte d'eau, conclut-il. Cela n'impacte pas les comptes de la fédération. »

PAUL-MATHIEU SANTUCCI